

Election présidentielle prévue demain en RDC. Le «dauphin» de Kabila semble assuré de l'emporter

# UN SCRUTIN SOUS TENSION

« PASCAL BAERISWYL

**Congo (RDC)** » La République démocratique du Congo (RDC) parviendra-t-elle enfin à choisir un nouveau président? Après deux ans d'attente, un report d'ultime minute il y a dix jours (pour cause de destruction d'une partie du matériel électoral), et une semaine de haute tension (voir ci-dessous), le scrutin tant attendu doit avoir lieu demain.

Face au favori Emmanuel Shadary, désigné par Kabila, une vingtaine de candidats. Mais en l'absence d'observateurs internationaux, de nombreuses critiques liées à l'organisation de ces élections (présidentielle, législatives, provinciales) stigmatisent le pouvoir. Ainsi, le territoire a été redécoupé en 26 provinces; le fichier électoral comporte 7 millions d'électeurs suspects (dont les empreintes digitales n'ont pas été enregistrées, nldr); des machines à voter ont été imposées contre l'avis de tout le monde, etc. L'analyse de Thierry Vircoulon, spécialiste de l'Afrique subsaharienne, enseignant à Sciences-Po Paris et chercheur à l'Institut français des relations internationales.

**Les prédécesseurs de Joseph Kabila ont été tués ou renversés: cette première transmission**

**pacifique du pouvoir constitue-t-elle une rupture historique?**

**Thierry Vircoulon:** Cela dépendra de la façon dont se dérouleront les élections. L'intervalle entre le vote et l'annonce des résultats (prévue en janvier) sera crucial pour voir si les événements se déroulent de façon pacifique. Des troubles post-électoraux sont évidemment possibles.

**Avant même la suspension du scrutin au dernier moment, le 20 décembre, la campagne n'avait pas suscité beaucoup d'enthousiasme dans la population. Pour quelles raisons?**

C'est tout à fait normal, puisque l'on connaît déjà le résultat du scrutin. Il n'y a aucun suspense, le dauphin de Joseph Kabila sera élu. Il faut rappeler que cette élection aurait dû avoir lieu en 2016 déjà. Le pouvoir a pris deux ans pour préparer le terrain. Le président a fait en sorte de maîtriser l'ensemble du dispositif assurant sa succession: à savoir, l'élection d'un vrai faux président, en l'occurrence Emmanuel Ramazani Shadary.

**Pourquoi Kabila a-t-il renoncé à se représenter, hormis le fait que la Constitution limite la présidence à trois mandats consécutifs (ce qu'il a déjà accompli)?**

En fait, il a essayé, mais il n'est pas parvenu à faire modifier la Constitution. Une telle opération impliquait d'être suivi par le parlement ou de passer par un référendum. D'autre part, des pressions internationales ont été exercées afin de le pousser à respecter les normes constitutionnelles.

**Son retrait est donc tactique, pour ne pas dire provisoire?**

Oui, d'ailleurs il a laissé entendre qu'il pourrait revenir. Soit lors d'une élection future, soit si son successeur devait abréger son mandat pour convoquer des élections plus tôt que prévu. Ce n'est donc pas la fin de la carrière de Kabila.

**L'opinion publique a-t-elle joué un rôle dans la décision de Kabila de ne pas se représenter?**

Je ne crois pas. Paradoxalement, les électeurs vont voter contre le candidat soutenu par Kabila... même si celui-là sera néanmoins élu. Une manœuvre

frauduleuse rendue plus facile par l'absence d'observateurs internationaux.



**«Le pouvoir a pris deux ans pour préparer le terrain»**

Thierry Vircoulon

**Le fait qu'Emmanuel Shadary est l'objet de sanctions européennes (notamment pour sa responsabilité dans des violations de droits de l'homme) lui posera-t-il problème sur la scène internationale s'il est élu?**

Oui, il sera sous sanctions internationales, mais c'est dans la logique du régime. Celui-ci a décidé de se mettre en marge de la légalité internationale depuis longtemps. On peut même voir dans la désignation de Shadary par Kabila une forme de bras d'honneur adressé à la communauté internationale, notamment à Washington. Sur le plan africain, les autres pays n'y verront aucun inconvénient. Je dirais même que cette succession sera bienvenue...

**Face au candidat du pouvoir, l'opposition est-elle parvenue à s'unir?**

Non, il y a aujourd'hui deux écuries en lice: d'une part, le duo formé par Felix Tshisekedi (fils de l'opposant historique Etienne Tshisekedi) et Vital Kamerhe, le second s'étant plus ou moins rallié au premier. D'autre part, il y a Martin Fayulu, à la tête d'une coalition d'opposition, qui est soutenu par ceux qui ne peuvent pas être candidats. Mais aucun de tous ces opposants ne gagnera...

**Un autre opposant très connu, Moïse Katumbi, a été empêché**

**de rentrer dans son pays pour se présenter: pour quelles raisons?**

Simple, parce qu'il pourrait être élu! S'il avait pu être dans la course, l'enthousiasme populaire aurait été au rendez-vous durant la campagne. Il est le plus populaire des opposants, il est donc considéré comme le danger numéro 1 pour le régime. Cet ancien gouverneur du Katanga, depuis deux ans et demi en exil, est de plus visé par un mandat d'arrêt international, enclenché par la justice congolaise.

**Après plus de 17 ans de Joseph Kabila, la RDC se retrouve-t-elle dans la même situation qu'en 2001, en particulier en matière de conflits régionaux?**

Avant l'ère Joseph Kabila, le pays était en guerre. Il était en plusieurs morceaux, contrôlé par différents groupes armés. Actuellement, dans l'est du pays (Kivu notamment), les violences sont endémiques, mais on n'est plus dans une situation de guerre. Les armées étrangères sont parties de l'est du pays. Toutefois, la cinquantaine de groupes armés, toujours présents dans l'est, entretient une insécurité importante pour les populations, mais pas pour le régime de Kinshasa. Dans l'ouest (Kasaï), la crise de 2016-2017, qui était assez largement liée à la question des élections, a été étouffée pour le moment, de façon brutale. »



La campagne électorale pour la présidentielle ne semble guère avoir enthousiasmé les Congolais (ici Kinshasa), alors que le favori du scrutin, Emmanuel Shadary, reste encore peu connu du grand public. Keystone

## LOIN DES YEUX ÉTRANGERS

**La tension est montée d'un cran ces derniers jours à l'annonce de l'annulation du scrutin dans trois territoires de deux provinces (sur 26).**

Des manifestations dispersées par la police ont eu lieu hier à Goma et Butembo, au Kivu (est de la RDC). Des incidents qui ont fait suite à l'annulation des élections dans ces territoires en raison de l'épidémie d'Ebola et des tueries de civils attribuées à un groupe armé. Mais la tension s'est aussi cristallisée, cette semaine, entre

le pouvoir congolais et l'Union européenne. Jeudi, Kinshasa a enjoint l'UE de rappeler dans les 48 heures son représentant en RDC. Une mesure de rétorsion après le maintien des sanctions européennes visant 14 personnalités congolaises, dont le candidat au pouvoir (voir ci-dessus).

En l'absence d'observateurs européens – la mission internationale a été refusée par le pouvoir – la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) va déployer plus de 40 000 observateurs du scrutin à travers

le pays. Un rôle très sensible. En effet, forte de son autorité morale, l'Eglise catholique a décidé de s'interposer en médiatrice entre un pouvoir sourd aux demandes démocratiques et des Congolais appelant à la fin de l'ère Kabila. «L'Eglise a effectivement joué un rôle, fin 2016, pour parvenir à l'accord de la Saint-Sylvestre (qui prévoyait d'organiser des élections générales, nldr). Mais cet accord n'a toutefois été que partiellement appliqué», rappelle le chercheur Thierry Vircoulon. » PAB

## SHADARY, DAUPHIN ADOUBÉ MAIS MÉCONNU

«Moi président, je veillerai à ce que...» C'est en réutilisant la fameuse formule de François Hollande, en 2012, qu'Emmanuel Shadary a lancé il y a quelques semaines sa campagne. Proche du président mais peu connu du grand public – et inconnu sur le plan international – Emmanuel Shadary (58 ans) est un ex-gouverneur et ancien ministre de l'Intérieur et de la Sécurité. Il est un pur produit de la majorité présidentielle et du parti de Joseph Kabila.

A l'aise face à la foule, il a bénéficié, pendant la campagne, de tout le poids de

l'appareil d'Etat congolais et des réseaux informels du régime. Ses détracteurs le dépeignent en «marionnette» du président sortant. Sans surprise, le candidat Shadary a fait beaucoup de promesses chiffrées, notamment en termes de création d'emplois. Ceci alors même que 63% de la population (84 millions d'habitants) vivent sous le seuil de pauvreté. Selon le dauphin du président, le vrai défi est moins celui de l'absence de ressources, «mais plutôt celui de notre capacité à créer des richesses, à les mobiliser et à les protéger contre les pillages». PAB